

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le directeur Afrique de TotalÉnergies hôte du chef de l'État

HENRI-MAX Ndong Zue qu'accompagnaient deux hauts cadres de Total Gabon s'est entretenu avec le président Ali Bongo Ondimba, hier, au palais de la présidence de la République. Plusieurs sujets étaient à l'ordre du jour.



Photo: DR

Henri-Max Ndong Zue à son entrée au cabinet de travail du chef de l'État Ali Bongo Ondimba.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a reçu en audience hier au palais de la présidence de la République, le directeur Afrique de TotalÉnergies, Henri-Max Ndong Zue, qu'accompagnaient Stéphane Bassene et Marcellin Simba, respectivement directeur général et directeur des Ressources humaines de Total Gabon. Plusieurs sujets étaient au centre des entretiens entre le numéro un gabonais et ses hôtes. Entre autres: Les nouvelles activités de la société TotalÉnergies orientées vers le développement des énergies autres que le pétrole et le gaz telles que l'énergie solaire,

la transformation de la forêt et du carbone, la réduction des gaz à effet de serre, la réduction du brûlage et la valorisation du gaz, etc. Cette société pétrolière, partenaire de l'État gabonais depuis plusieurs décennies compte bien poursuivre ses activités dans notre pays et les développer davantage à travers l'extension d'un permis d'exploitation, et une révision du cadre contractuel et

fiscal lui permettant de réaliser de meilleurs investissements. Tout en saluant les perspectives de ladite société dans notre pays, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, s'est dit satisfait de l'implication de celle-ci dans la préservation et la protection de l'environnement dont le Gabon est considéré comme un bon exemple à travers le continent.

Ali Bongo Ondimba reporte ses déplacements à l'international

En raison de la propagation rapide à l'échelle de la planète du variant de la Covid-19, dit "Omicron", les déplacements à l'international du président de la République Ali Bongo Ondimba sont reportés sine die. Le chef de l'État donnant la priorité au pilotage de la stratégie de lutte contre ce nouveau variant.

Présidentielle 2023 : Paul Mba Abessole milite pour une transition en lieu et place d'une élection

Y.F.I.
Libreville/Gabon

Après un long mutisme, l'ancien président du Rassemblement pour le Gabon (RPG), Paul Mba Abessole, brise le silence. En témoignent ses nombreuses et récentes sorties médiatiques. Bref, le prélat ne se prive plus de commenter l'actuelle gouvernance. Ce qui fait dire aux observateurs avertis de la politique gabonaise que sa retraite politique n'est en fait qu'un faux départ. À un peu plus d'un an des prochaines élections générales, le chantre de "école cadeau, hôpital cadeau et travail pour tous" vient de prendre l'opinion nationale de court. Comme à son habitude... Selon lui, l'organisation de la prochaine élection présidentielle est inopportune. "Je dis on ne doit pas parler d'élection présidentielle maintenant, on doit parler de cette période de transition où nous réapprenons à nous connaître, nous réapprenons à parler entre nous, et quand le moment sera venu, à ce moment-là quand on sait que nous avons réussi à savoir quels sont nos intérêts communs, quels sont nos intérêts différents, on est en ce moment-là capable de choisir les gens qui peuvent être les garants de ces intérêts soit particuliers soit communs. Or il n'y a personne au Gabon aujourd'hui.



Photo: Chris OYAME/L'Union

Paul Mba Abessole propose une transition politique en lieu et place d'une élection présidentielle.

Vous passez votre temps à vous insulter", a-t-il récemment déclaré dans une émission diffusée sur Gabon Media Time. L'ancien édile de Libreville est donc d'avis que l'actuel climat entre les Gabonais est des plus délétères. Ce qui ne laisse rien augurer de bon. D'où son idée inhérente à l'impérieuse mise en place d'une "période transitoire". Toutefois, l'octogénaire n'a pas précisé son format, sa durée mais surtout les acteurs qui devront mener à terme ladite liquidation. Dans tous les cas, Paul Mba Abessole a au moins le mérite de crever l'abcès en lançant un pavé dans la mare. Reste désormais à savoir si les gouvernants et les autres acteurs politiques l'entendront de cette oreille. Alors, quelle place vont-ils réserver à sa proposition ?

Tribune des partis politiques Véritable coup de massue !

ILS sont rares des leaders politiques de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), comme Jean-Boniface Assélé, président du Centre des libéraux réformateurs (CLR), à porter la contradiction au sein de la "galaxie présidentielle". Les uns préférant servir de simple caisse de résonance à l'actuel pouvoir, les autres bassinant les oreilles des populations en proclamant chaque fois leur indéfectible soutien au "Distingué camarade président" du Parti démocratique gabonais (PDG). Fort heureusement, "tous les moutons n'ont pas le même prix", comme le clame l'adage populaire. Dans le registre des hommes politiques entiers, figure également Hervé Patrick Opiangah, président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS). Le premier questeur de l'Assemblée nationale, non moins

membre de la MRSE, et réputé très proche du champion du "parti de masse" vient de jeter un pavé dans la marre politique. Surprenant! Après ses multiples descentes sur le terrain, il a pour ainsi dire constaté l'ampleur de la crise socio-économique qui frappe sérieusement la population gabonaise. Une manière élégante, est-on tenté de croire, d'interpeller l'ensemble de sa famille politique, la société civile et les autres acteurs politiques sur l'importance de la crise économique et sociale qui secoue le pays. Et les limites des efforts actuellement déployés. Pour éviter l'embrassement général, le député de Mounana invite les forces vives de la Nation, la classe politique sans exclusive et la diaspora à se réunir dans le cadre d'un Grand Forum national. Une grand-messe d'où découlera un consensus, selon

lui, qui permettra aux Gabonais de trouver des solutions inhérentes à la relance économique et à l'apaisement du climat social extrêmement tendu. Il en va, dit-il, du "(...) rétablissement de la confiance entre acteurs (qui) devient un impératif catégorique, qui passe par un dialogue empreint de franchise et de vérité, dénué d'a priori, de condescendance et de mépris". Cette suggestion ô combien pertinente trouvera-t-elle un écho favorable du côté des gouvernants? Pas si évident au regard de l'absence de débats contradictoires observables à l'œil nu dans le camp au pouvoir.

Yannick Franz IGOHO